

Unité bidépartementale
du Calvados et de la Manche

Caen, le 18/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPEN

Le Mont Tornu
Billy
14190 Valambray

Références : 2022-14-546
Code AIOT : 0005302839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2022 dans l'établissement SPEN implanté Le Mont Tornu 14370 VALAMBRAY. L'inspection a été annoncée le 01/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEN
- Le Mont Tornu 14370 VALAMBRAY
- Code AIOT : 0005302839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société SPEN, filiale du groupe VEOLIA, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située sur la commune de Valambray (commune déléguée Billy), autorisée par arrêté préfectoral du 24 mai 2011, pour une capacité annuelle maximale de 80 000 tonnes de déchets non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection
1	Stockage de liquides dangereux	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.5.1 et 8.5.3	Lettre de suite préfectorale
5	Modifications apportées aux installations	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 1.7.1	Lettre de suite préfectorale
6	Contrôle vidéo des déchargements	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1	Lettre de suite préfectorale
8	Mesure des hauteurs de lixiviats	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.3.1 et 10.3.2	Lettre de suite préfectorale
9	Superficie des subdivisions de stockage	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.1.1	Lettre de suite préfectorale
10	Caractère ultime des déchets reçus	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.2.1	Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
7	Entreposage de déchets radioactifs dans l'attente de leur gestion	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 31

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 3.1.3
3	Bruit	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 12.2.4
4	Envols de déchets	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 3.1.4
11	Réception du casier 3, subdivisions 4 à 7	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de relever un nombre important de non-conformités (7 non-conformités sur 11 points contrôlés).

L'exploitant est notamment invité à mieux communiquer avec l'inspection des installations classées (modifications apportées aux casiers, mise en place d'un nouveau système de traitement de lixiviats) et à se mettre en conformité sur plusieurs exigences réglementaires (mesure des hauteurs de lixiviats, mise en place de caméras "AGEC", stockage de liquides dangereux sur rétention, etc).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage de liquides dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.5.1 et 8.5.3
Prescription contrôlée : "Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel. Les unités, parties d'unités, stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir ou de collecter, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont étanchés et équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement." "La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée [...]"
Constats : Au niveau de la zone de traitement des lixiviats, plusieurs récipients contenant des produits chimiques sont stockés hors rétentions (GRV, bidons, et une palette de bidons posée à même le sol) ou sur des rétentions inadaptées (2 GRV entreposés sur des rétentions trop petites). Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées des photographies de ces récipients correctement entreposés, sous un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 2 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 3.1.3
Prescription contrôlée : "Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique."
Constats : Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'émissions d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage. De manière générale, l'inspection des installations classées n'a pas connaissance de plaintes relatives aux odeurs provenant de l'ISDND au cours de l'année écoulée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 12.2.4
Prescription contrôlée : "Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander. Ces mesures de bruit et d'émergence sont effectués a minima aux quatre angles du site (point A côté nord ouest ; point B côté nord est ; point C côté sud est ; point D côté sud ouest)."
Constats : Une campagne de mesure de bruit a été réalisée le 08/11/2021 (la précédente campagne datait du 13/06/2016). Les résultats ont été communiqués à l'inspection des installations classées par courriel du 01/02/2022. Les valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Envois de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 3.1.4
Prescription contrôlée : "L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses : [...] - le dépotage des déchets dans les alvéoles s'effectue de manière à éviter l'envol de déchets (dans le sens des vents dominants) ; - une cage anti-envols est utilisée dans le cadre des opérations de dépotage des déchets."
Constats : Une cage anti-envols est en place au niveau du quai de déchargement. Le pourtour du casier en cours d'exploitation n'est pas pourvu de filets anti-envols. Il est précisé qu'en commission de suivi de site le 22/09/2022, les représentants de la mairie de Valambray ont fait état d'une quantité importante de papiers et plastiques envolés dans les cultures alentours (régulièrement ramassés par l'exploitant). Outre la cage déployée autour du quai de déchargement, l'exploitant est invité à mettre en place des filets anti-envols en bordure de casier, dans les zones les plus exposées aux vents dominants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modifications apportées aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 1.71
Prescription contrôlée : "Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation."
Constats : Le module Nucléos n°1 a été démantelé sans que l'inspection des installations classées en soit préalablement informée. Dans le même temps, des travaux sont en cours d'achèvement pour la mise en place d'un dispositif d'évapo-concentration des lixiviats, sans qu'un porter-à-connaissance n'ait préalablement été transmis. L'exploitant assure qu'un porter-à-connaissance sera transmis prochainement, avant mise en service de la nouvelle installation d'évapo-concentration. L'inspection des installations classées regrette que l'instruction de ce porter-à-connaissance se fera sur la base d'une installation déjà construite. L'exploitant devra à l'avenir solliciter l'inspection des installations classées en amont de la mise en place de nouveaux équipements ou de la suppression de ceux en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 6 : Contrôle vidéo des déchargements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1
Prescription contrôlée : "L'exploitant d'une installation visée à l'article D541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...] Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin."
Constats : A la date de l'inspection, les caméras ne sont pas installées. L'exploitant accuse un important retard dans la mise en oeuvre de ce dispositif applicable au 1er juillet 2021, pour lequel le ministère a déjà accordé des tolérances de mise en oeuvre au 1er juillet 2022 voire au 1er septembre 2022. L'exploitant explique cette non-conformité par un retard d'approvisionnement imputable au fournisseur du matériel. Il est demandé à l'exploitant de prendre des dispositions pour que les caméras soient mises en service sous un délai maximal de 15 jours au niveau du quai de déchargement actuellement en cours d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 7 : Entreposage de déchets radioactifs dans l'attente de leur gestion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 31
Prescription contrôlée : "Le déchet est placé dans un container adapté, isolé des autres sources de dangers, évitant toute dissémination ou si possible, directement dans un colis permettant sa récupération par l'ANDRA. Ce container ou colis est placé dans un local sécurisé qui comporte a minima une porte fermée à clef, une détection incendie, un système de ventilation et, lorsque des déchets radioactifs sont présents, une signalisation adaptée."
Constats : Après identification et isolement de déchets radioactifs, et dans l'attente de leur prise en charge par l'ANDRA, l'exploitant ne dispose pas d'un local d'entreposage sécurisé et fermé à clef. Suite à une détection de radioactivité en mars 2022, et dans l'attente de la prise en charge par l'ANDRA en août 2022, des déchets ont été entreposés dans un container adapté, à l'écart des installations, mais ce container a été entreposé en extérieur. Cette configuration répond aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, mais pas rigoureusement à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016. Un local devra être disponible sur site, et la procédure "détection de radioactivité" de l'exploitant devra être mise à jour pour préciser la localisation et les conditions d'accès à ce local, sous un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Mesure des hauteurs de lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.3.1 et 10.3.2
Prescription contrôlée : "Des détecteurs de niveau sont installés dans chacun des puits de relevage, avec déclenchement automatique de pompage de manière à ce que la hauteur de lixiviats ne dépasse pas 30 cm. En complément, un détecteur de sécurité est mis en place afin de prévenir le personnel d'exploitation d'un dysfonctionnement." "La visite du site comprend notamment [...] tous les mois : une mesure de la charge hydraulique en fond de casier, au niveau des puits mixtes (biogaz et lixiviats) ainsi qu'au niveau du poste de relèvement. Les relevés sont consignés dans un registre."
Constats : L'exploitant a fourni les relevés de hauteurs de lixiviats pour les mois de janvier à août 2022. Plusieurs hauteurs supérieures à 1 mètre ont été relevées au cours des mois de janvier à avril 2022 sur Billy 1. Les écarts ont été régularisés depuis. Sur Billy 2, l'exploitant n'est pas en mesure de réaliser des mesures de hauteurs de lixiviats dans les puits du casier 2. Ces écarts avaient déjà été relevés lors de l'inspection du 22/12/2021. Un système de mesure de niveau répondant aux exigences de l'article 9.3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2011 devra être mise en place sous un délai de deux mois, sous peine de mise en demeure. L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la mise en place du système de mesure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 9 : Superficie des subdivisions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.1.1
Prescription contrôlée : "Les casiers de stockage se divisent chacun en alvéoles dont la surface de stockage doit être limitée, sans pouvoir excéder 5000 m2."
Constats : Au lieu de 4 subdivisions C3-A4, C3-A5, C3-A6 et C3-A7, l'exploitant a réalisé trois subdivisions de superficies de 5611 m2, 5504 m2 et 6993 m2. Toutes ces subdivisions présentent des superficies supérieures à 5000 m2 et sont donc non-conformes à l'arrêté préfectoral du 24/05/2011. Cette modification de l'aménagement des casiers n'a fait l'objet d'aucune information ni d'aucune demande adressée à l'inspection des installations classées, l'exploitant considérant que les alvéoles respectent le plafond de 7000 m ² en exploitation fixé par l'arrêté ministériel du 15/02/2016. La présente non-conformité donne lieu à une lettre préfectorale de suite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 10 : Caractère ultime des déchets reçus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.2.1
Prescription contrôlée : "L'installation est autorisée à accueillir uniquement des déchets non dangereux ultimes." "L'ensemble des déchets industriels non dangereux reçus sur le site doit préalablement transiter par une unité de tri pour extraire la part valorisable, ou provenir d'établissements industriels ou commerciaux ayant procédé en interne au tri de leurs déchets."
Constats : L'inspecteur a constaté le déchargement de déchets manifestement non ultimes, comportant des cartons et films plastiques en grandes quantités, et quelques déchets de bois. L'exploitant a fourni une fiche correspondant à la réception de ce camion par mail du 22/09/2022 (camion immatriculé GA-646-AB, apporteur IPODEC SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE). Il est demandé à l'exploitant de renforcer les contrôles visant à s'assurer du caractère ultime des déchets admis sur son installation. Sous 15 jours, l'exploitant doit également transmettre à l'inspecteur la fiche de déclassement établie et envoyée au producteur incriminé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
Prescription contrôlée : "Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission de déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées."
Constats : L'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le 09/09/2022 un rapport relatif à la réalisation du casier 3, subdivisions 4 à 7. Des éléments complémentaires à ce premier rapport ont également été transmis : rapport de conformité du tiers indépendant par envoi du 16/09/2022, et rapport d'inspection télévisée des réseaux lixiviats par envoi du 19/09/2022. L'ensemble de ces éléments ont fait l'objet d'un examen documentaire approfondi. Le rapport apparaît complet. Le dossier de conformité réglementaire rédigé par l'organisme tiers (Beta Environnement) et les rapports de l'ensemble des contrôleurs extérieurs (notamment LCBTP pour la BSP, Geologik et Arkogeos pour la BSA, et LGEI pour les relevés topographiques) concluent à la recevabilité des aménagements réalisés. Les prescriptions techniques applicables ont également été vérifiées par sondage par l'inspecteur des installations classées (par exemple : surface de fond de casier, côte de fond de casier, épaisseurs des différentes couches de matériaux, conformité des mesures de perméabilité, etc). L'inspection des installations classées relève une non-conformité concernant le nombre et la superficie des subdivisions (cf. point de contrôle spécifique faisant l'objet d'une lettre préfectorale de suite). La présente inspection du 19/09/2022 a permis de procéder à un examen visuel du respect des prescriptions, conformément aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, avant tout dépôt de déchets dans le casier. Les constatations visuelles ont porté sur les seules parties visibles à l'issue de l'aménagement du casier : géométrie globale du casier, mise en œuvre de géotextiles de protection de la géomembrane, bonne répartition du massif drainant en fond de casier, emplacement du puits de collecte des lixiviats. Au regard de l'ensemble des informations communiquées par l'exploitant et des constats effectués sur site, le casier 3, subdivisions 4 à 7, apparaît apte à recevoir des déchets. Afin de respecter les dispositions de l'article 9.1.1 du l'arrêté préfectoral du 24/05/2011, ces alvéoles ne pourront être exploitées qu'avec une superficie ouverte maintenue en permanence inférieure à 5000 m².
Type de suites proposées : Sans suite